

Veaux, vaches, cochons, couvées...

Jean Semal

Jean Semal

Rédacteur en chef

La fragilité des systèmes de production de la biosphère, tant pour ce qui est des plantes que des animaux, est devenue à ce point patente qu'il s'avère utile de faire le point, à la fois pour identifier les facteurs d'instabilité en cause (souvent complexes et parfois contradictoires) et pour préconiser des moyens d'y faire face.

Trois notions sont à considérer à cet effet : les productions des agricultures, avec leurs prolongements agroalimentaires, se doivent d'être rentables, durables et acceptables.

Malgré le danger des modélisations abusives et des simplifications réductrices, je propose de débiter la réflexion en considérant le cas de systèmes biologiques fonctionnant de façon hautement contrôlée.

L'un des plus simples se rapporte à la croissance de micro-organismes en milieu de culture artificiel, dans un environnement régulé. L'ensemencement d'un inoculum minuscule par rapport au volume nutritif mis à sa disposition (ce qui peut être comparé à l'homme néolithique dans son milieu naturel) conduit, pour autant que les exigences alimentaires soient rencontrées, à une phase de multiplication logarithmique. Celle-ci est rapidement suivie d'une croissance linéaire (celle que les économistes préconisent de nos jours) pour plafonner ensuite de façon tangentielle. C'est la fameuse courbe sigmoïde bien connue en statistique et qui témoigne d'un processus de saturation progressive.

Saturation, voilà l'un des maître mots à considérer : saturation de l'environne-

ment, des facteurs de production, des marchés, des besoins, des désirs... dans le même temps où les moins nantis crient famine. En réalité, la planète en a plein la boule des excès de la bulle financière qui la régente.

Mais le processus ne s'arrête pas là. Après le plafonnement, voici venir la déchéance : le nombre de cellules vivantes décroît rapidement. La cause du phénomène est double : déplétion de l'un ou l'autre nutriment limitant et/ou accumulation de conditions toxicogènes.

Que faire pour prolonger le système sinon ajouter ce qui est en manque et éliminer ce qui est en excès dans le champs réactionnel ? *Mutatis mutandis*, portés au plus haut niveau de la sophistication technologique, grâce à des manipulations et des régulations complexes, les incubateurs à haut volume sont capables de livrer en continu des débits élevés de cellules nobles et hautement rentables.

Mais un incubateur n'est pas infaillible : une panne, une anomalie de contrôle, une contamination par quelque germe pathogène ou compétiteur et voilà le lait de Perrette répandu sur le sol.

Les problèmes des agricultures contemporaines, qu'elles soient du Nord ou du Sud, ne diffèrent pas essentiellement de ceux des bio-incubateurs : des exigences de productivité croissantes, devenant excessives, la saturation et l'instabilité des facteurs de production comme des filières de valorisation, autant de situations qui menacent les impératifs, souvent antagonistes, de la rentabilité et de la durabilité.

Réguler, c'est-à-dire prévenir les dérives pour tamponner le risque et restaurer les bases de la rentabilité durable, va aujourd'hui à contre-courant des dérégulations imposées par l'économisme moderne fondé sur la compétition sauvage, sans autre loi que celle du plus fort. Le dogme de la « main invisible » d'Adam Smith est revêtu aujourd'hui de l'alibi scientifique, mais il n'en demeure pas moins une pétition de principe souvent contredite par la réalité : la main est toujours cachée, mais ses effets, désormais bien visibles, ne présagent pas favorablement de sa capacité à gérer correctement les affaires du monde.

Les élevages intensifs : un cocktail rentable, mais déformant

Dans les années 80, un brave touriste ayant acheté en Espagne un jambon « serrano » de belle allure, le plaça dans son coffre de voiture et le ramena au pays en traversant pendant 3 jours une Europe caniculaire. À l'arrivée, l'odeur nauséabonde fit savoir au conducteur que l'objet de sa gourmandise était gâté. On s'en débarrassa en le balançant par-dessus une clôture. Malheureusement, il s'agissait d'une prairie à cochons et c'est ainsi que débuta l'épidémie de peste porcine qui fit des ravages mémorables. En 2001, des déchets de viande asiatique consommée en Écosse furent donnés à manger à des herbivores. Conclusion : la fièvre aphteuse contamina les Îles britanniques. Venant après l'épisode de la vache folle, cet événement amène à s'interroger sur la sensibilité particulière des élevages contemporains vis-à-vis des épizooties. L'Union européenne devrait réfléchir à ses options en la matière, car il ne s'agit pas ici de plaider pour des politiques rétrogrades, mais bien d'admettre que les filières hautement productives requièrent pour être durable plus de science, plus de contrôle, plus de responsabilités, plus de réflexion sur le long terme que ne l'autorise la recherche des gains faciles et immédiat. Malgré les exigences des marchés financiers et les ukases de l'Organisation mondiale du commerce, on peut espérer que les avatars de la dernière décennie suscitent suffisamment de sagesse mâtinée de crainte pour que les filières agro-alimentaires

s'organisent de façon plus consciente en vue d'une rentabilité durable, couvrant l'ensemble du cheminement qui joint la production à la consommation. Ce sera moins aisé qu'avec les incubateurs, pour lesquels les gestionnaires ont un intérêt immédiat à bannir la fraude, le laxisme et l'excès en tous genres, sous peine de sanction immédiate.

Il n'en va pas de même pour les agricultures en vraie grandeur, ouvertes sur la biosphère et sur les aléas des imprudences humaines. Raison de plus pour affiner leurs capacités de prévention et de rectification des dérives, ce qui postule une meilleure compréhension des interactions environnementales et anthropiques au sein des biosystèmes. Les dogmes savants ne seront ici d'aucun secours car, comme l'affirme Edgard Morin, l'erreur économique est consubstantielle à la science économique. Quant au prix Nobel Maurice Allais, il propose de planifier la déplanification et de programmer la déprogrammation, ce qui paraît plus sage et plus réaliste que les dérégulations sauvages.

Les agricultures pauvres : du discours à la réalité

Depuis quelques années, le discours des instances internationales porte un intérêt marqué aux petits paysans pauvres du Tiers-Monde, victimes des dégâts collatéraux de la révolution verte, des ajustements structurels et de l'ouverture des marchés. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les centres internationaux de recherche ont fait à cet égard amende honorable en annonçant qu'ils prendront davantage en compte la sécurité alimentaire et la biodiversité, tout en combattant la pauvreté rurale. On ne peut que s'en réjouir, dans l'attente circonspecte de la mise en œuvre des politiques annoncées.

Ceci dit, la coopération au développement semble se chercher des marques nouvelles teintées de citoyenneté internationale. C'est ainsi que le Conseil fédéral belge pour le développement durable a organisé en mars dernier un séminaire au titre interpellant « Agriculture durable et Tiers-Monde : rôle des cultures transgéniques et propositions de recherche ».

Rassemblant quelque 150 participants venus d'horizons et de nationalités diffé-

rents, la réunion portait sur les priorités à mettre en œuvre pour soutenir de façon durable les petites agricultures paysannes dans les pays du Sud.

Échanges de vues courtois et interventions parfois opposées comme il fallait s'y attendre. Mais aussi volonté largement partagée, de prendre en compte les demandes et les besoins des intéressés eux-mêmes, selon la méthodologie des flux remontant de la base au sommet. Et aussi urgence de développer des capacités autochtones d'évaluation et de contrôle des applications biotechnologiques dans les pays du Sud.

Dans son allocution de clôture, le secrétaire d'État belge concerné, qui avait parrainé la réunion, prit acte des conclusions du séminaire et présenta ses vues à propos des problèmes évoqués.

Pour lui, il y aurait lieu de sortir les petites agricultures pauvres des seules règles du marché et de la technoscience. Leurs retombées sociétales, de par leurs aspects éthiques, environnementaux et consuméristes, intéressent aussi les pouvoirs publics.

Par ailleurs, le Sud doit être soutenu dans l'acquisition de capacités à gérer les risques et à valoriser les richesses locales contre les intérêts monopolistiques et la biopiraterie.

D'où la nécessité d'un débat serein, transparent et ouvert sur le problème dans sa diversité et sa complexité, via l'organisation d'un forum international ayant pour mission de traiter des stratégies de financement de projet en la matière.

Les objectifs de recherche soutenus par la Coopération belge devront être socialement équitables et écologiquement durables. Réaliser des études d'impact, démocratiser le débat tout en assurant des contrôles indépendants, feront partie de la programmation envisagée.

L'augmentation de productivité de la petite paysannerie doit se faire de façon durable, y compris en rentabilisant les écosystèmes marginaux. Il conviendrait de valoriser les savoirs paysans, de développer de nouveaux itinéraires techniques (dont éventuellement les OGM), de diversifier les marchés locaux et de favoriser les évolutions en matière foncière et sociale.

Cette déclaration d'intention ciblée et orientée se démarque à la fois du triomphalisme biotechnologique et du négativisme des opposants de principe aux OGM. Elle met avant tout l'accent sur les besoins des producteurs du Sud tels qu'ils sont exprimés par les intéressés.

Le temps des éléphants blancs paraît donc révolu, du moins au niveau de l'intention et du discours, ce qui ne peut que réjouir.

Rentable, durable... et acceptable ?

Être un sujet ou un objet, un agent ou un outil, un acteur ou un pantin : voilà un dilemme dont l'importance commence à être clairement perçue par les déçus de l'économisme régnant.

Prendre en main son propre destin, s'associer pour créer les conditions de l'épanouissement des potentialités collectives, tels semblent être les prémisses indispensables du maillage entre le rentable, le durable et l'acceptable (avec connotations psychologiques et éthiques), dans la diversité des environnements naturels et anthropiques.

Face à la domination mondiale par les réseaux financiers, la puissance publique devrait exercer son autorité en matière d'éducation, de recherche, de santé, de protection sociale tout comme dans ses fonctions de régulation, de contrôle et de gestion. Faute de quoi la démocratie en tant que modèle de société ne serait plus qu'un médiocre alibi. Or, s'il est un sujet qui cadre bien avec la responsabilité publique internationale, c'est celui des 800 millions d'humains que la faim tenaille de façon chronique et dont le nombre ne diminue pas malgré la croissance des productions agricoles mondiales. Dans les forums internationaux tous reconnaissent le fait et prévoient même de nouveaux besoins en nourriture liés à l'accroissement démographique planétaire. Mais les moyens proposés pour faire face à ces défis traduisent surtout les intérêts particuliers des intervenants, légitimes par ailleurs sur le plan individuel, mais incapables de rencontrer la diversité des besoins et des situations. Il en résulte une cacophonie qui témoigne de l'immaturation des solutions proposés et de la nécessité de les confronter aux réalités diverses et fluctuantes.

Une gestion plus consciente de la biosphère

Aucune technique, aucun système, si prometteurs soient-ils, ne sont à même

de couvrir le champ complexe des effets négatifs de la famine et de l'hyperproductivisme paradoxalement associés, l'un par défaut et l'autre par excès.

Il ne s'agit pas en effet de jeux où il suffit de pousser ses pions dans l'espoir de vaincre un concurrent, car les défis sont par trop poignants et les solutions proposées trop partiales, trop partielles, trop incertaines et trop fragiles.

Ce qui est nouveau cependant, du moins sur le plan du verbe, c'est la reconnaissance de l'impérieuse nécessité du dialogue avec les principaux intéressés, les sans-voix qui trouvent partout des porte-parole volubiles mais parfois intéressés. Les petits paysans pauvres du Sud rejoignent ici les agriculteurs du Nord soucieux des terroirs et les consommateurs conscients des qualités nutritives, gustatives et éthiques des aliments pour nourrir et illustrer le concept d'« acceptabilité ».

En attendant une méthodologie globale de recherche et d'applications qui puisse le mettre en œuvre dans la transparence et l'objectivité, il peut être utile d'énoncer quelques axes de réflexion en la matière.

S'agissant des agricultures marginales, s'est développé dans le monde francophone le concept de révolution « doublement verte » qui propose de passer d'une logique de maîtrise du milieu (caractéristique de la révolution verte) à une logique de connivence avec les écosystèmes en favorisant les facteurs de stabilisation écologique, économique et sociale, tout en préservant biodiversité et socio-diversité.

Dans ce contexte, la recherche aura pour objectif d'améliorer la rentabilité des techniques paysannes, sans obérer la pérennité des facteurs de production, tout en assurant l'accès à des marchés diversifiés.

De l'identification des causes aux recherches de solutions

Les débats actuellement en cours, bien qu'indispensables et souvent éclairants, voient souvent leur intérêt limité par les différences d'appréciation quand aux causes même des processus analysés.

Par exemple le manque en nourriture est-il lié à un défaut physique d'aliments, à leur distribution inadéquate ou à un défaut de solvabilité.

Faut-il pour y remédier redistribuer les terres ou mettre les terres marginales en culture avec des itinéraires techniques appropriés, sachant que, paradoxalement, ce sont des petits producteurs agricoles pauvres qui sont principalement victimes de la faim.

Faut-il incriminer l'instabilité structurelle des marchés mondiaux, les troubles sociaux et les guerres, la dégradation des facteurs de production, l'insécurité des transports, la poussée démographique, la déforestation et les autres pressions anthropiques, le manque d'encadrement public des petits producteurs, la concurrence entre cultures vivrières et cultures de rente, ou d'autres causes encore ?

Quant aux solutions, faut-il les rechercher dans des accroissements de productivité des agricultures pauvres ou dans une autre répartition des produits alimentaires ? Faut-il favoriser les interventions techniques liées à l'eau, aux intrants, aux qualifications de la main d'œuvre, au développement des microfinancements, à la lutte contre l'érosion ou à l'introduction des OGM ?

Certaines des mesures préconisées relèvent des marchés locaux et des savoir-faire paysans. Elles pourraient être mises en œuvre moyennant un minimum de volonté politique, d'assistance technique et financière. D'autres au contraire demanderont des interventions lourdes sur le plan scientifique ou économique, tant en amont des agricultures que lors de la mise en œuvre et du suivi des filières de valorisation, que seuls le Nord et quelques pays émergents sont à même d'assurer et d'assumer.

Actuellement, la balance hésite entre ces deux catégories d'options en vue de réduire les déséquilibres des agricultures mondiales. Il est temps de se mettre à l'écoute des populations concernées et de valider (ou d'invalider) les différentes théories qui ont cours en fonction des spécificités locales.

Faute de quoi, il faudra, comme le bon La Fontaine, dire adieu aux couvées chimériques de l'agro-bioscience, déconnectée des réalités d'une biosphère et d'une anthroposphère en recherche de réconciliation ■

Jean Semal